

CONTRASTO

En mai, fais des actions comme il te plaît !



Le Loft anti-atomique



Mission impossible à la mission biélorusse



Photo P.Progn



Photos JJK

Manif internationale



Photos P.Vanek



Invitation de la présidente aux fidèles membres de ContrAtom

Hello, les ContrAtomistes !

Votre soirée du 26 juin est réservée ! Comment, vous n'êtes pas au courant ? Pourtant, vous êtes bel et bien attendus à 20 h 30 ce mercredi-là au 20, Montbrillant **pour participer à notre assemblée générale !** Les A.G., c'est rasoir dites-vous ? Essayez donc une fois celle de ContrAtom et je parie que vous changerez d'avis !

D'abord, on vous racontera tout ce qui s'est passé au cours de ces douze derniers mois et vous pourrez constater que votre association n'a pas chômé ! Vous serez tenus au courant de l'évolution de toutes nos campagnes : la saga OMS/AIEA, l'affaire Bandazhevsky, nos échanges épistolaires avec Ruth Dreifuss dans le but d'obtenir des autorités fédérales une information complète sur les retombées de Tchernobyl en Suisse, nos démarches répétées auprès du Conseil d'Etat genevois pour que soit enfin réalisée une expertise indépendante portant sur les différents problèmes liés à la radioactivité au CERN, sans oublier notre participation à plusieurs manifs en France notamment (la radioactivité n'a pas de frontières !) où les célèbres panneaux jaunes genevois firent un tabac !

Après ce copieux hors-d'œuvre, nous passerons au plat principal, moment privilégié de la soirée où, ensemble, on parlera de l'avenir et des perspectives d'intervention de notre association dans les moments déterminants que nous allons vivre au cours de ces prochains mois. En effet, des votations de toute première importance nous attendent au tournant : le scrutin sur la LME (Loi sur les marchés de l'électricité), tout d'abord, qui aura lieu en septembre prochain, puis en mars ou septembre 2003, celui sur nos deux initiatives «Sortir du nucléaire» et «Moratoire Plus».

Pour ce qui est de **la votation sur la LME**, le mouvement antinucléaire doit absolument réussir à faire entendre sa voix. La logique marchande «dynamique et concurrentielle» conduisant l'électricité à faire l'objet de spéculation en bourse comme n'importe quelle matière première, va exactement à l'encontre de celle prônée par ContrAtom depuis plus de quinze ans et qui vise au contraire à renforcer le contrôle citoyen sur le secteur électrique et à mettre en place une véritable politique de l'énergie antinucléaire. **L'électricité est, et doit rester un bien public.** Pas question de la livrer aux mains des spéculateurs !

Quant à **nos deux initiatives «Sortir du nucléaire» et «Moratoire Plus»** porteuses du si grand espoir qui nous anime tous, celui de voir enfin la Suisse amorcer une sortie du nucléaire, il va falloir mettre toutes nos forces de persuasion dans la balance, si nous voulons les voir remporter l'adhésion du peuple suisse ! Cela va être d'autant plus ardu que le Conseil Fédéral vient de nous concocter une nouvelle loi sur l'énergie nucléaire (la LENu), présentée comme contre-projet à nos deux initiatives. Or, cette loi constitue un véritable scandale : on attendait une loi pour sortir du nucléaire et l'on nous sert une loi atomique réglementant point par point tous les aspects de l'exploitation de l'énergie nucléaire. Les antinucléaires demandaient que la durée de vie de nos cinq centrales nucléaires soit limitée à 30 ans au maximum, le Conseil Fédéral se refuse, lui, à fixer tout délai d'exploitation ! Alors que partout en Europe on envisage de renoncer à la technologie du retraitement des déchets radioactifs en raison de son inutilité, de son coût et des dangers incommensurables qu'elle comporte (transport, pollution des océans, mise en danger des populations voisines des usines de retraitement, etc...), nos autorités, elles, décident de poursuivre dans cette voie en dépit du bon sens le plus élémentaire !

Au moment de la mise en consultation du projet de la-dite loi, un tollé de protestations s'était déjà fait entendre, pas moins de 45'000 personnes avaient déjà témoigné de leur opposition en signant une pétition adressée au Conseil Fédéral. On n'était pas loin des 50'000 signatures qu'il faudrait réunir en cas de référendum. Alors ce référendum on le lance ou non ? Je sens que cette question à elle seule va faire l'objet d'un beau débat au soir du 26 !

Toutes ces discussions, ça va donner drôlement faim et soif ! Pas de souci, vos gosiers et estomacs ne seront pas oubliés ! Et pour le dessert, en plus du cake au citron, vous aurez le plaisir de visionner la vidéo toute récente de Vladimir Tchertkoff «Mensonges nucléaires» traitant de l'OMS et de ses liens avec l'AIEA et porteuse de révélations étonnantes !

Pour le plaisir de la rencontre, pour l'intérêt de la discussion et surtout parce que nous nous sentons tous concernés par les décisions de toute première importance qui vont être prises aux urnes prochainement, nous serons nombreux à l'assemblée générale de ContrAtom !

Anne-Cécile

Sommaire

Edito.....	p.2
Assemblée générale.....	p.3
Actions de printemps.....	p.4-5
Le Loft, version abri PC.....	p.6
AREVA.....	p.7
Débat LME-SIG.....	p.8-9
Gravelines.....	p.10-11
Radioprotection.....	p.12
Action cure de pectine pour les enfants de Bélarus.....	p.12-13
Atlas CRII-RAD.....	p.13
Essais Nucléaires.....	p.14
Contre l'enfouissement des déchets nucléaires.....	p.15
Nouvelles de Russie.....	p.16-17
Trafic radioactif en Russie / Belgique sans nucléaire.....	p.18
Courrier des lecteurs.....	p.19
Club des Cent.....	p.20

www.contratom.ch
 info@contratom.ch
 022 740 46 12
 Case postale 65
 1211 GENEVE 8
 CCP 12-13446-0

Abonnement : 30 Fr.
 Cotisation annuelle : 40 Fr.
 Soutiens : 60 Fr. ou plus....

Tirage 1500 ex.
 Imprimerie du Lion
 1203 GENEVE

Campagne contre l'enfouissement des déchets nucléaires

Signez et faites signer la pétition au peuple de Nidwald encartée dans ce numéro.

A envoyer avant le 20 août à l'adresse notée en bas de la pétition

Edito

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Paul BONNY

Philippe de ROUGEMONT

Philippe GOBET

Gino NIBBIO

Chaïm NISSIM

Philippe PROGIN

Anne-Cécile REIMANN

Cyril SCHÖNBÄCHLER

Pierre VANEK

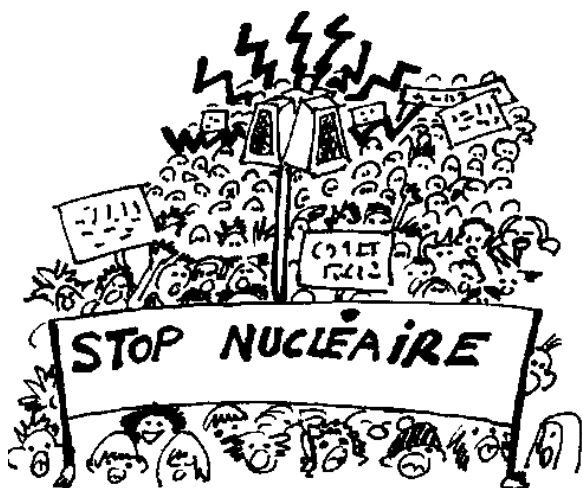
CONVOCAATION

à l'Assemblée générale annuelle de CONTRATOM

Le mercredi 26 juin 2002, à 20 h 30

Salle « Castafiore » arcade au 20 rue de Montbrillant (Ilôt 13)

à côté de la Gare Cornavin à Genève



Ordre du jour

- 1) Rapport d'activités 2001-2002
- 2) Points statutaires (comptes, comité, etc...)
- 3) Discussion générale sur nos perspectives d'intervention dans les domaines suivants :
 - Campagne anti-LME (vote du 22 septembre 2002)
 - Politique cantonale de l'énergie et politique SIG
 - Campagne en faveur des initiatives « Sortir du nucléaire » et « Moratoire plus »
 - Opportunité de lancer ou non un référendum contre la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire (LENu) en voie d'achèvement à Berne.
 - Retombées de Tchernobyl : suite à donner en direction de Ruth Dreifuss
 - Fonctionnement de ContrAtom, relations avec le Comité Sortir du Nucléaire
- 4) Projection du **film « Mensonges nucléaires »** de Wladimir Tchertkoff sur l'OMS et l'AIEA, suivie de la projection d'un **interview de Yuri Bandazhevsky**

**Et bien sûr :
à boire et à manger !**

Le Comité



Le printemps chaud des ContrAtomistes

Chaud, chaud, le printemps des ContrAtomistes : entre avril et mai, quasi pas de semaine sans manif ! Ecoutez-moi ça :

**Mercredi 24 avril
Action abri PC**



Photo JJK

"Opération tous aux abris" (voir aussi p. 6). Un accident dans une centrale nucléaire suisse, annoncé sur les ondes de la Radio Suisse Romande déclenche un vent de panique parmi la population qui s'engouffre avec armes et bagages dans l'abri le plus proche. Cette action, organisée de concert avec d'autres sections du Comité romand « Sortir du Nucléaire » marquait le 16^{ème} anniversaire du tragique accident de Tchernobyl. Elle voulait rappeler que la Suisse n'est pas à



Photo JJK

l'abri d'un accident nucléaire avec Mühleberg en particulier et ses deux mètres de fissures sur la jupe du cœur qui ne présagent rien de bon !

Au cours de la conférence de presse qui s'est tenue à l'intérieur même de l'abri, le « complot du silence » régnant autour du nucléaire fut abondamment dénoncé à travers l'évocation de l'arrestation de Yuri Bandazhevsky, des non-dits de l'OMS et de la politique de l'autruche pratiquée par Ruth Dreifuss à ce sujet.

**Mercredi 15 mai
Liens OMS-AIEA**

Nous nous retrouvons sur la place des Nations pour la remise des 2500 signatures ornant les pétitions adressées respectivement à M. Kofi A. Annan, Secrétaire général de l'ONU et à Mme Gro Harlem Brundtland, Directrice générale de l'OMS, demandant une nouvelle fois que l'OMS se libère des liens contre nature qui l'enchaînent à l'AIEA, et qu'elle puisse ainsi retrouver sa pleine marge de manœuvre.

A cette occasion, Michel Fernex, professeur émérite de la Faculté de médecine de Bâle et représentant de l'Association des Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, a évoqué une nouvelle fois les manquements de l'OMS par rapport à la catastrophe de Tchernobyl et la censure exercée à maintes reprises par l'AIEA afin que les choses gênantes pour le lobby nucléaire ne soient pas publiées.

On a ensuite pu visionner le début du film intitulé « Mensonges nucléaires » de Wladimir Tchertkoff, diffusé sur une vidéo de fortune installée dans une camionnette. On y voit notamment le professeur Fernex qui dialogue avec le Dr Hiroshi Nakajima, ancien directeur de l'OMS. Celui-ci avance clairement qu'entre l'OMS et l'AIEA, il n'y a aucun doute sur qui commande : pour tout ce qui concerne le nucléaire, tant civil que militaire, c'est bel et bien l'AIEA (qui dépend du Conseil de Sécurité de l'ONU – donc des grandes puissances) qui mène la barque. Après une telle déclaration émanant de quelqu'un qui en sait quelque chose, les instances de l'OMS qui jurent que l'accord en question ne gêne en rien leur travail, ne peuvent qu'aller se rhabiller !

Après avoir remis leurs pétitions à qui de droit, les militants se regroupèrent

sur la pelouse face à l'OMS et partagèrent un savoureux pique-nique antinucléaire. Taboulé, feuilletés au roquefort, tartines au cénovis et cakes au citron, sur fond de panneaux jaunes, rédigés en anglais s'il vous plaît, ne manquèrent pas de provoquer l'étonnement des fonctionnaires de l'OMS qui sortaient prendre leur pause de midi et redonnèrent du punch aux militants pour préparer la suite des opérations de ce printemps chaud.



Photo P. Vanek

**Samedi 25 mai
Liberté pour Yuri !**

Nous revoilà sur la place des Nations pour demander la libération de Yuri Bandazhevsky, ce savant biélorusse condamné à huit ans de prison pour ses travaux dénonçant les conséquences sanitaires dévastatrices de la catastrophe de Tchernobyl. Trois cent



Photo P. Vanek

personnes environ, certaines arrivant de fort loin : Marseille, Valence, Lyon et Paris, ont écouté, sous une pluie battante, dans le recueillement et la ferveur, l'évocation du calvaire de Yuri Bandazhevsky. L'émotion était au rendez-vous et les oreilles de Yuri ont dû sacrément carillonner cet après-midi là !

Bien que la manif ait été assignée par la police à ne pas bouger de la Place des Nations, un cortège tranquille s'est mis en mouvement et a pu gagner sans problème la mission biélorusse devant laquelle elle est restée plantée une bonne demi-heure, scandant avec fougue : « Liberté pour Yuri ! ». Insensible aux clameurs, l'huis de la Mission est resté hermétiquement clos ! Une troisième étape devant l'OMS, histoire de rappeler les

liens coupables que cette dernière entretient avec l'AIEA et le manque de transparence par rapport à toutes les informations sur le risque nucléaire, avant de redescendre à la Place des Nations. Pour les ContrAtomistes, cependant, la boucle n'était pas encore bouclée. Un nouvel épisode les attendait.

**Mercredi 29 mai
Niet, niet, niet....**



Photo P.Progin

A 11 h 30 tapantes, une délégation toquait à la porte de la Mission biélorusse porteuse de près d'un millier de lettres demandant la libération de notre prisonnier. Niet, niet et niet, le cerbère de service refusa tout net d'en accuser réception ! Dans ces conditions, pas question de lui laisser le précieux colis. La colère grondait fort au sein de notre petite troupe, aussi, pour se défouler, tout en marchant sur le chemin du retour, on se mit à la rédaction orale et collective d'un communiqué de presse destiné à faire savoir au monde entier que les pensionnaires de la Mission biélorusse sont

des rustres mal embouchés et ignorants des règles élémentaires de la démocratie. Ce qui n'étonnera personne quand on sait que la Biélorussie est la dernière dictature d'Europe...

Il fut ensuite fait comme on avait dit : le communiqué envoyé, les lettres pour la libération de Yuri expédiées en colis recommandé avec signature, mais... « le colis peut être refusé » a précisé la préposée du guichet postal. Cela ne m'étonnerait donc pas qu'un avis avec la mention « gros objet à venir récupérer au guichet » se trouve un de ces quatre dans la boîte à lettres de ContrAtom. A ce stade, on avisera !

Ouf, on s'arrête un peu pour souffler...le temps d'organiser la suite des opérations !

Anne-Cécile Reimann



Photo P.Vanek



Photo P.Vanek

La secrétaire générale de l'OMS est sensible aux nuisances des portables...

... mais elle continue à faire la sourde oreille à nos appels en vue de libérer son organisation de la tutelle de l'AIEA.

«Je ressentais une chaleur anormale en téléphonant, et maintenant, j'ai des maux de tête violents même après une conversation très courte. Et s'il y a près de moi, à moins de quatre mètres, un portable en veille, je ressens un malaise !» a déclaré Mme Gro Harlem Brundtland au quotidien norvégien Dagbladet.

Et bien nous, on ressent un profond malaise lorsqu'on sait que cette dame si sensible dirige la plus importante organisation sanitaire du monde et qu'elle collabore étroitement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Laquelle ne se préoccupe guère de notre santé puisque son but est de promouvoir dans le monde l'énergie nucléaire. Et comme chacun sait, celle-ci n'est pas vraiment bonne pour la santé...

Paul Bonny (Source : Le Canard enchaîné 22.05.02)



Photo P.Vanek

Tchernobyl + 16 ans

Première journée d'actions décentralisées

Comment «parler» à 1 million de Romands sur un sujet tel que Tchernobyl ? En s'adressant aux médias. Mais comment faire en sorte que les médias et le public s'intéressent à ce sujet dramatique alors que l'ambiance est au « ça me suffit » et à l'imposition par les publicitaires d'un bon «climat de consommation» ?

C'est à ce défi majeur que la campagne Sortir du nucléaire est confrontée. Un des moyens que nous avons choisi pour faire parler du nucléaire est l'organisation de journées d'action décentralisées dans plusieurs villes romandes. L'idée est de mettre sur pied une action type qui sera reprise dans le plus grand nombre de cantons possibles par les comités cantonaux. Ainsi, la presse de plusieurs sinon de tous les cantons relayera l'information, et le fait de trouver une même action reprise dans plusieurs villes rendra le sujet intéressant pour des médias couvrant la Romandie. En cas de réussite, l'opération serait régulièrement répétée en abordant différents thèmes.

Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique ?

Dans une salle surchauffée (bonjour les économies d'énergie) du buffet de la gare de Lausanne, dont on n'ose pas ouvrir les fenêtres parce qu'elles donnent sur le vacarme des quais, le comité romand Sortir du nucléaire parle stratégie. Le sujet du soir est la prochaine journée d'actions décentralisées. Le 26 avril approchant dicte le thème de l'action : la date de commémoration de Tchernobyl, la pire catastrophe de l'ère atomique. Un orage de cerveaux (brainstorming) mène au choix de l'action : Nous allons simuler l'invasion d'abris atomiques par la population affolée par l'annonce sur la radio suisse romande d'une ca-

tastrophe à la centrale nucléaire (CN) de Mühleberg (Berne). L'objectif est de faire sentir ici ce qui se produirait les premiers instants suivant une explosion telle que celle survenue le 26 avril 1986 en Ukraine. Dans les jours suivants, les comités Sortir du nucléaire du Valais, de Vaud et de Genève se mettent à la tâche et avec l'aide du bureau de campagne préparent leur action.

Que s'est-il passé à Genève ?



Photo JJK

Mercredi 24 avril à 10h30 derrière les 70 cm de l'enceinte en béton armé de l'abri de la Jonction, des journalistes assistent à la conférence de presse donnée par des représentants de la Coordination Energie, de ContrAtom et de Sortir du Nucléaire. Jusqu'à ce qu'un poste de radio interrompe les allocutions par la diffusion d'un communiqué (évidemment fictif) du Conseil Fédéral : en résumé, suite à une catastrophe à la CN de Mühleberg, le Conseil Fédéral enjoint la population à l'ouest de Berne de rejoindre l'abri de la protection civile le plus proche ! S'en suit une cohue indescriptible (mais je vais essayer) provoquée par quarante personnes voulant toutes êtres admises dans l'abri, désirant toutes une pilule d'iode (seul moyen connu pour protéger momentanément la glande thyroïde) et exigeant de savoir pour combien de jours, de semaines ou de mois elles devraient rester dans cet « habitacle ». Au bout d'un quart d'heure de simulation, chacun

ayant épuisé le répertoire de son rôle (celui qui refusait que la porte soit fermée tant que sa femme ne le rejoindrait pas, celle qui exigeait que son chat soit admis dans l'abri, ceux qui voulaient imposer des critères racistes sur l'admission de nouveaux dans l'abri, d'autres qui hurlaient « calmez-vous »...), la conférence de presse pût reprendre jusqu'à son terme.

Ainsi en attirant les correspondants de presse par une action spectaculaire, nous créons l'occasion de faire passer dans le public des informations qui, a priori, le ferait fuir.

Après l'action, la répercussion dans les médias était presque à la hauteur de nos attentes. Nous avons eu des interviews sur les radios Couleur 3 et RSR La Première, des passages aux journaux télévisés de Léman Bleu (très bon) et de la TSR (hélas très confus et court) et des articles dans la Tribune, Le Courrier et Le Matin. Les actions-conférences de presse se déroulant à Lausanne et près de Sion ont suscité d'autres interviews radio et des articles de presse dans un grand nombre de médias, également dans les cantons de Fribourg, de Neuchâtel et du Jura, malgré l'absence d'actions dans ces cantons. Même écho au Tessin où un très bon reportage et des interviews ont été diffusés au Telegiornale.

Alors qu'attendez-vous pour vous inscrire au « Club des 100 sans nucléaire » ? Remplissez et renvoyez-nous le coupon annexé, vous serez informés et invités à nos prochaines... activités. L'avenir est notre affaire !

Philippe de Rougemont

SORTIR DU NUCLEAIRE
Bureau de campagne romand
tél. 022 731 76 01 fax. 022 731 00 18
CP 1558 1211 Genève 1
www.sortirdunucleaire.ch

L'ennemi change de nom : voici AREVA...

Fin 2001 un nouveau holding du nucléaire a été créé, AREVA, qui regroupe les activités nucléaires de COGEMA, de CEA-Industries et de FRAMATOME ANP (issu du regroupement des activités de Framatome et Siemens). Ce nouvel ensemble est leader mondial de l'énergie nucléaire... Le nom d'AREVA a été choisi entre autres car il peut se prononcer aisément en anglais, en japonais (où il signifie « et ça commence »), etc... tout cela pour correspondre aux ambitions mondiales d'Areva. Ce nom a été repris d'une abbaye cistercienne (Arevalo en Espagne) car selon certains technocrates la structure merveilleusement belle et équilibrée d'Areva évoque l'architecture cistercienne... Comme vous le voyez, la nucléocratie plane à fond et nous révèle qu'elle est bien une religion et non une science !!!

Cherchant à se créer, en plus de sa si belle structure, une belle image, Areva est devenu le sponsor principal du célèbre bateau «le Défi français», rebaptisé honteusement «Défi AREVA» ! La Bretagne traditionnellement antinucléaire est en train de se mobiliser contre cette mainmise des nucléocrates sur la voile, et de nombreuses manifestations ont lieu. Ce «Défi Areva» a été rebaptisé «Atomic Warrior» par les écolos, en référence au célèbre Rainbow Warrior de Greenpeace... En mai, la fête d'inauguration du Défi Areva est, pour notre plus grand bonheur, gâchée par la présence de bateaux, kayaks et pirogue (!) de Greenpeace et Sortir du nucléaire-France. Le cinéaste Claude Lelouch, (un des parains du bateau avec Patricia Kaas, bouh les affreux !!!) se dit attristé...



Un incident

Malheureusement, le lendemain, un incident regrettable se produit : un zodiac de Greenpeace, pris en chasse par des zodiacs d'Areva fait une erreur de conduite et heurte la coque de «l'Atomic Warrior» ce qui provoque un petit enfoncement (deux jours de réparation vu les matériaux très spéciaux utilisés). Evidemment, les responsables d'Areva crient au sabotage, à la lâcheté infâme de Greenpeace, à sa violence et à sa perfide volonté de détruire, mais par contre aucune allusion n'est faite à la destruction totale et volontaire du Rainbow Warrior (avec mort d'homme) par les servi-

ces secrets français il y a une quinzaine d'années...

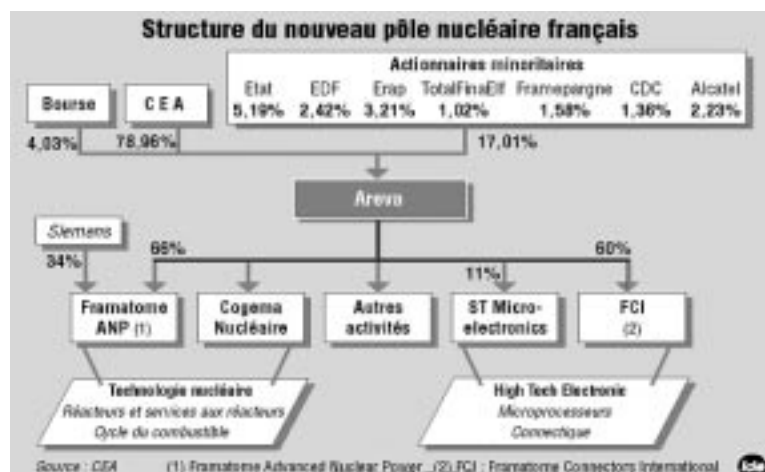
Ne confondons pas incident et terrorisme, svp... Par contre cet incident, tout en risquant de salir injustement la réputation non-violente de Greenpeace, a eu l'avantage de faire connaître la problématique du Défi Areva dans toute la France (mais avec une chaîne d'informations en continu qui s'est montrée assez peu impartiale, hélas).

Un contrat juteux

Autre mauvaise nouvelle, le 12 février 2002, le quotidien Les Echos annonçait qu'Areva, via sa filiale Cogema, avait obtenu un contrat de 250 à 300 millions de dollars pour recycler 34 tonnes de plutonium américain d'origine militaire. Ce contrat confirme le choix de l'administration américaine en faveur de la technologie MOX (mélange d'uranium appauvri et de plutonium) de soi-disant recyclage du plutonium. Cogema estime ses revenus à 250 voire 300 M USD uniquement pour l'ingénierie et la construction de l'usine.

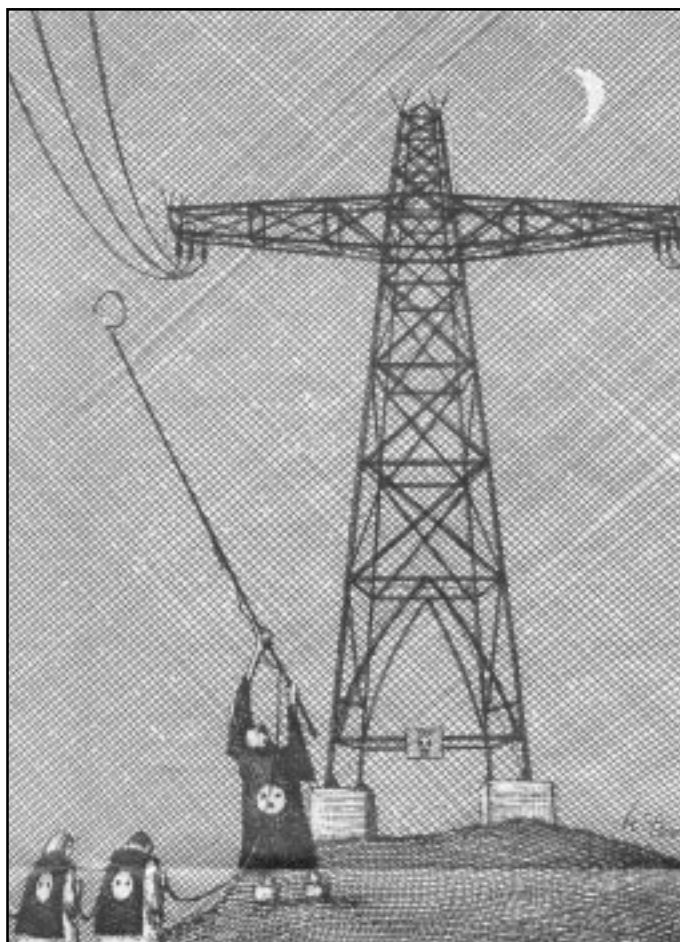
Philippe Gobet

*Beaucoup d'infos, des photos, des tracts et moultes articles sur :
<http://www.sortirdunucleaire.org/penibleareva/index.htm>*



LME, choix du courant aux SIG, taxes sur les énergies sales, sortir du nucléaire...

En matière électrique nous avons été longtemps dans une situation de monopole, dans laquelle le seul courant qu'on pouvait acheter était du courant «gris». Un «mix» de courant hydraulique, plus ou moins propre, de courant au charbon très sale (nous n'en produisons pas en Suisse, mais nous en consommons comme les autres), de courant au mazout ou au gaz, un peu moins sale, et de courant nucléaire, le pire de tous, qui produit des déchets radioactifs ingérables et engendre un risque d'accident catastrophique. Notre seule façon de s'opposer à la pollution nucléaire était de demander politiquement, et par des manifestations, des occupations, etc. la fermeture des centrales.



*Dessin
Leiter*

Illusion et malentendus

Mais avec les projets de libéralisation qui avancent partout en Europe, une nouvelle «possibilité» est apparue, qui n'est qu'une illusion mais dont nous devons tout de même parler, et parler bien, parce que cette illusion est génératrice de nombreux malentendus, y compris dans une large part de nos propres milieux.

La réalité est complexe et mouvante, il n'est pas facile de s'y retrouver, les propagandes sont habiles et les grandes tendances difficiles à identifier.

Je vais essayer de sérier les questions, en vous résumant une discussion que nous avons à CONTRATOM

NON à la LME !

Tout d'abord il faut bien séparer le projet de LME, sur lequel les électeurs

suisse doivent se prononcer le 22 septembre, et la nouvelle offre des Services Industriels de Genève (SIG) de courant bleu, vert, jaune, gris etc.... Bien que tous deux aient un point commun, l'introduction d'une «liberté de choix», ils présentent aussi de grandes différences:

La LME est la version suisse de loi sur la dérégulation des marchés de l'électricité. Elle est plus «libérale» que la directive européenne ne l'exige, parce que notre ministre de l'énergie, Moritz Leuenberger, est lui aussi plus «moderne» (ou plus libéral) que nombre de ses homologues européens. Elle se fonde sur un discours simple. Le courant vendu par les monopoles serait trop cher surtout pour les gros consommateurs, ces gens-là (pour l'essentiel des collecti-

vités publiques) se feraient des rentes de situation utiles pour certaines communes, mais néfastes pour l'économie dans son ensemble, les 1200 entreprises électriques de Suisse c'est trop, la tendance moderne «naturelle» va dans le sens d'une ouverture des marchés, ouvrons donc les nôtres! Les consommateurs et les entreprises qui verront les prix baisser nous remercieront et tant pis pour les collectivités publiques arc-boutées sur leurs privilèges moyenâgeux!

La LME c'est ça: une affaire de gros sous, le prix du courant doit baisser, mais surtout le courant doit devenir, comme les colis postaux ou les transports en avion, un objet de spéculation, à bas les monopoles publics vive le capitalisme!

La Finlande libéralise à 100% ...et relance son nucléaire

La LME n'a rien ni pour ni contre le nucléaire. Mais plusieurs organisations suisses, y compris des organisations écologistes comme le WWF national, soutiennent la LME parce qu'ils en espèrent des cadeaux: 30 mios de réduction des coûts de transport sur les énergies renouvelables, c'est pas rien. (Bien sûr il faut comparer ces 30 mios avec les 6 milliards de factures électriques globales, ça met les choses en perspective. Ces 30 mios ne représentent que 0.5% des dépenses globales, mais c'est vrai que c'est quelque chose). Ils soutiennent aussi la LME parce qu'ils espèrent couler ainsi le nucléaire. Là, ils se font

des illusions, il suffit de voir ce qui se passe en Finlande, pays qui vient de libéraliser aussi à 100%, et qui met en route un nouveau projet de centrale nucléaire parce que les prix de production seraient très bas: 2.6 ct d'euro par kWh!

Autre exemple des illusions de nos camarades suisses-allemands: le scandale Enron fait rage aux USA, les comptes d'Arthur Anderson sont tous en prison, ils avaient avalisé les comptes, qui dissimulaient 30 milliards de pertes dans des sociétés offshore, et montraient de juteux bénéfices pour la société Enron proprement dite.... Si Enron s'est construite sur la libéralisation des marchés, et en a fait sa raison d'être, qui va freiner l'appétit spéculatif des électriciens européens et des nouveaux monopoles privés qui prendront le relai des sociétés publiques? Une commission fédérale de régulation? Telle que prévue dans la loi proposée? Laissez-moi rire... La LME donc, il faut être contre.

SIG sympa ?

Mais la politique des SIG - certes introduite dans le contexte de la LME à venir - elle, est plutôt sympathique. En effet en permettant aux consommateurs de «choisir» leur courant, les SIG ne prétendent en aucune manière combattre de front le nucléaire.

Ils permettent simplement une prise de conscience, et nous rappellent quelques vérités sur le courant d'origine nucléaire. Il «suffira» ensuite de faire passer au niveau cantonal l'idée d'une taxe sur les kWh nucléaires (explicitement autorisée par la directive européenne, dans son article 8, à condition que la taxe vise des buts écologiques et non des buts de protectionnisme - v. un avis de droit Xavier Oberson), pour faire de Genève un canton qui pourra se dire entièrement non-nucléaire. Ce qui n'entraînera, ça va de soi, la fermeture d'aucune centrale, mais qui peut avoir quelques effets symboliques intéressants, notamment dans la perspective de l'importante votation de l'année prochaine sur nos deux initiatives anti-nucléaires.

La démarche des SIG, donc, on peut être pour. A condition de ne pas lui prêter des vertus qu'elle n'a pas. En

effet, cette démarche ne règle rien, elle vise simplement à rendre plus explicites certains choix qui jusqu'ici n'était pas conscients.

Il reste à faire réaliser à nos concitoyens que le courant électrique est un bien précieux, qu'il faut l'économiser au maximum, et cela, seule une forte taxe sur le courant pourra nous l'apporter. Mais la démarche des SIG n'empêche en rien ces développements indispensables.

Politique ou marché ?

Il y a aussi une question de méthode qui est posée dans ce débat. Peut-on espérer contribuer à sortir du nucléaire par les lois du marché? Certains de nos collègues suisse-allemands le pensent, tels Rudolf Strahm ou Conraddin Brunner par exemple. De notre côté, on pense que c'est là une illusion néfaste, que les lois du marché ne reflèteront jamais les réalités écologiques, que les coûts externes ne seront jamais pris en compte de façon complète, parce que les spé-

culateurs ne s'intéressent pas aux coûts externes, ils s'intéressent à gagner de l'argent.

Olivier nous disait la dernière fois que «ce n'est pas par le bulletin de versement mais par le bulletin de vote que nous sortirons du nucléaire».

Personnellement je suis d'accord avec lui, en tout cas pour l'instant: tant que le marché sera axé sur le fric et les bénéfices immédiats il n'y a pas grand'chose à attendre de ce côté là. Je ne perds pas espoir, cependant, contrairement à lui peut-être, qu'un jour une taxe sur la pollution aura un taux si dissuasif que les centrales nucléaires seront obligées de fermer, mais je reconnais que ce jour - là n'est pas encore levé....

Et même, rajouteront certains cyniques, ce jour-là les poules auront des dents.... Détrompez-vous chers amis cyniques, il m'est déjà arrivé dans ma courte vie de 50 ans, et pas rien qu'une fois, d'assister en personne à des miracles !

Chaïm Nissim

L'OMC veut privatiser l'eau, la santé, l'éducation, l'électricité...



manifestation organisée par le Forum Social Régional, dans le cadre du FSM de Porto Alegre

Simulation - alibi d'un accident à Gravelines

Chers lecteurs de ContrAtom:

Vous savez comment c'est, la vie d'un militant? Tenez, moi, par exemple, vous savez comment je vis? Avec trois gamines, un boulot à manager, et des intérêts passionnants? Je vis comme un fou. Je cours, je ne vis pas.

L'autre jour, Cyril, notre secrétaire, m'appelle pour me réclamer l'article sur Gravelines que je lui ai promis il y a deux mois, dans un moment d'euphorie militante, un moment vite effacé par l'usure de la vie.

Du coup, sans aucun temps pour approfondir, et comme d'habitude dans l'urgence, je vous livre quelques infos sur la simulation d'un accident nu-

cléaire à Gravelines. (Nord de la France, au bord de la mer)

Au départ

L'info sur la simulation d'un accident nucléaire à Gravelines, on l'a eue par un fax de Bonny à Philippe de Rougemont. Ce fax contenait un communiqué de presse de l'OMS (tiens, tiens, encore l'OMS dans une affaire nucléaire?), datant de 21 mai 2001 (voir encadré), qui disait que le lendemain 54 pays et 5 organisations internationales, allaient participer à un exercice mondial de gestion d'une urgence nucléaire. Intéressant, non?

Ces organisations internationales qui participaient à l'exercice, quelles sont

-elles? Et cet exercice, en quoi consistait-il?

Les objectifs

«L'exercice a pour objectifs principaux de tester les procédures suivies et les dispositions prises au niveau national et international pour réagir à une alerte nucléaire, de coordonner la diffusion des informations et d'évaluer l'efficacité des dispositifs consultatifs et décisionnels.»

Mhhhh... mhhh... Les gouvernements de cette planète ont donc besoin de «coordonner les diffusion des informations», en cas d'accident nucléaire, pour mieux «réagir à une alerte nucléaire». Bien. Voilà qui est rassurant. Dommage que personne n'ait su

Communiqué OMS/25, 21 mai 2001

54 pays et 5 organisations internationales vont participer A un exercice mondial de gestion d'une urgence nucléAire

Dans le cadre de la collaboration internationale sur la réaction aux situations d'urgence nucléaire les 22 et 23 mai 2001, un vaste exercice international d'alerte nucléaire sera réalisé à partir d'un exercice français à la centrale nucléaire de Gravelines, dans le Nord de la France près de la frontière belge. Le site de Gravelines comporte six réacteurs à eau sous pression qui fournissent chacun 910 MW (mégawatts) d'électricité.

L'exercice simulera, dans une unité fictive du site, un incident pouvant avoir des répercussions sur l'environnement. Les participants devront éventuellement décider des mesures à prendre pour la protection du public en fonction des conditions météorologiques régnant au moment de l'exercice.

Cet exercice est parrainé et coordonné par cinq organisations internationales : la Commission Européenne, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Les 54 pays participants vont suivre leur propre plan national de réaction aux situations d'urgence, en faisant appel à leurs centres de riposte, en s'échangeant les informations et en coordonnant leurs actions.

L'exercice a pour objectifs principaux de tester les procédures suivies et les dispositions prises au niveau national et international pour réagir à une alerte nucléaire, de coordonner la diffusion des informations et d'évaluer l'efficacité des dispositifs consultatifs et décisionnels.

L'OMS a établi dans ses Etats Membres un réseau de conseillers nationaux en santé publique devant servir de points de contact en cas d'accident nucléaire. Outre les objectifs mentionnés ci-dessus, l'OMS désire profiter de l'exercice pour évaluer les menaces que ferait peser l'accident sur la santé publique et dialoguer avec les conseillers nationaux dans les Etats Membres dont les populations seraient exposées au risque de retombées radioactives. Le cas échéant, le Réseau OMS de centres collaborateurs pour la préparation et l'assistance médicale en cas de situation d'urgence radiologique (REMPAN) pourra être sollicité.

A la suite de l'exercice, chaque organisation participante procédera à une évaluation pour améliorer la préparation aux situations d'urgence.

sources : <http://www.who.int/inf-pr-2001/fr/cp2001-25.html>

qu'un tel exercice avait lieu, les hautes sphères auraient risqué d'être gênés dans leurs apartés discrets! Il faut laisser les experts travailler, ils nous assurent que tout va pour le mieux, ça va même tellement bien qu'il n'est pas utile d'informer les gens lorsqu'on fait un tel exercice, ça risquerait de leur troubler la digestion pour rien. Tout va bien, bonnes gens, rassurez-vous: vous courez des risques et nous gagnons de l'argent, tout va bien mesdames et messieurs, rassurez-vous la planète est bien gérée par des hommes respectables. Qui gagnent beaucoup d'argent parce qu'ils sont payés pour bien gérer la planète. Et les organisations participantes savent ce qu'elles font lorsqu'elles collaborent à de tels exercices, elles s'occupent bien de notre avenir radieux. Comme l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique, qui gère le nucléaire au niveau mondial, s'assure que personne ne fabrique de bombes, - avec le succès indéniable que l'on sait ! - et que l'uranium appauvri est bien géré) ou l'OMM (organisation météorologique mondiale, très importante pour connaître le sens des vents, et donc délimiter les régions les plus touchées, à évacuer en priorité.).

Le compte-rendu

Nous avons passé beaucoup de temps pour obtenir le compte rendu de cet exercice. J'ai personnellement envoyé des e-mails à toute la république: j'ai écrit à EdF, au secrétariat général du comité interministériel de sécurité nucléaire (SGCISN) à la direction de défense et de sécurité civile DDSC, (intéressant, en France le ministère de la défense possède plusieurs services qui s'occupent du nucléaire civil, comme c'est étrange) à l'Autorité de Sécurité nucléaire, à l'AEN - Agence pour l'énergie nucléaire, à l'OMS bien entendu, et à l'AIEA, j'ai écrit 20 e-mails en tout.

Je me présentais comme un bon citoyen intéressé par le nucléaire et curieux de lire un rapport sur un exercice de simulation d'un accident nucléaire, à Gravelines, le 22 mai 2001. Certains fonctionnaires m'ont répondu qu'ils n'avaient pas eu connaissance de cet exercice, d'autres qu'ils s'en souvenaient mais qu'aucun rapport n'avait été fait.



Le rapport existe-t-il ?

D'autres encore m'ont répondu que le rapport existait bien, qu'il était à la disposition du public, bien entendu, pouvais-je laisser mon adresse svp? Je laissais mon adresse et puis ne recevais plus aucune nouvelle.

Bref, on s'occupe bien de nous, dans les hautes sphères, mais il est impossible de savoir comment. On fait des exercices mais personne ne peut en connaître le résultat.

Un communiqué a été trouvé par Cyril dans le site web de l'ASN (agence de sûreté nucléaire). Ce communiqué date, lui, du 23 mai 2001, soit le lendemain de l'exercice, et nous apprend que l'Institut de protection et de sûreté nucléaire IPSN était aussi sur les lieux. Bien! Voilà qui est rassurant ! Il nous apprend aussi que l'OPRI, était lui aussi présent à l'exercice. (L'OPRI, vous vous rappelez ? L'Office de protection contre les rayonnements ionisants, celui du prof PELLERIN, qui juste après Tchernobyl affirmait sur TF1 que le nuage avait contourner l'Hexagone.)

Passionnant. Mais sur l'exercice lui-même, pas une ligne !

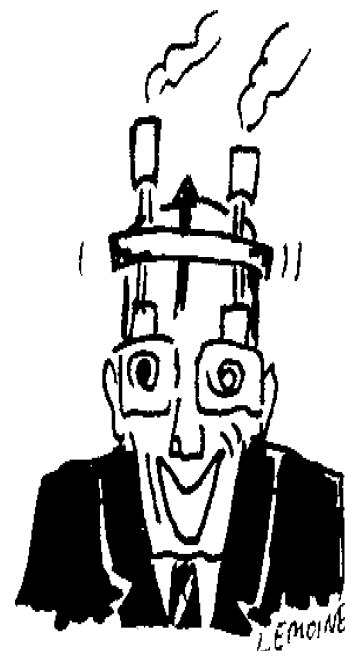
Sauf un tout petit détail : «La singularité d'INEX 2000, outre son caractère international, est l'utilisation d'internet par les pouvoirs publics, en plus des moyens classiques de transmission de l'information, pour informer et communiquer sur la situation de crise avec le public, les organisations internationales et les organismes gouvernementaux français et étrangers.»

Un détail rassurant quand même : L'exercice a eu lieu le 22 mai 2001 et s'appelait INEX 2000. C'est sans doute là une preuve de la diligence de nos pouvoirs publics qui ont tout prévu, même la congestion de l'internet le jour d'un véritable accident....

On y apprend aussi que Gravelines compte 6 tranches de 900 MW chacune, et que «L'exercice n'engageait pas les populations locales»

Soyez donc pleinement rassurés, les organisations fonctionnent, s'il y a un accident - ce qui est très improbable - on saura dans quel sens souffle le vent et on vous dira à la radio si vous avez le temps de passer prendre votre belle mère avant de prendre la route pour émigrer en Suède.....

Chaim Nissim



Colloque à l'assemblée Nationale française : Les enjeux de la radioprotection

Sous la présidence de Michèle Rivasi – Présidente d'honneur de la CRIIRAD – s'est tenue à Paris, le 28 mars 2002, une journée d'information sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl. Un invité de marque : Vassili Nesterenko, directeur de l'institut de radioprotection BELRAD (Belarus).

Alors que les instances officielles – AIEA-OMS en tête – persistent à considérer que le bilan officiel de Tchernobyl s'élève à une trentaine de morts et 1500 cancers de la thyroïde – le professeur Nesterenko apporte un témoignage bien différent sur les conséquences directes et indirectes de la catastrophe.

En qualité d'expert, il a participé aux travaux d'évaluation et d'assistance sanitaire sur les lieux même de la catastrophe, avant de fonder, en Belarus, l'institut Belrad, seul organisme fiable en matière de radioprotection. En collaboration avec le professeur Yuri Bandazhevsky, il a constaté que dans les zones contaminées – 1'800'000 hectares où vivent plus de 2 millions de personnes – 80% des enfants sont malades du cœur, certains souffrant – entre autre – de vieillissement prématuré.

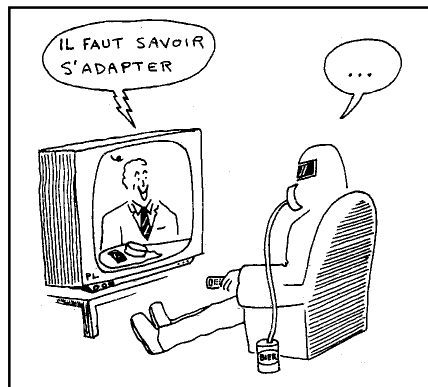
Dans 300 villages du Belarus, on n'a pas enregistré de naissance depuis 5 ans ! Responsable, le Césium 137 qui agit comme un contraceptif en inversant le cycle hormonal.

Partout en Russie, la santé est en déclin. Les retombées de Tchernobyl sont venues s'ajouter à celles des essais nucléaires antérieurs. Elles provoquent une baisse considérable de l'espérance de vie.

L'AIEA étant chargée d'établir les taux maxima de radioactivité des aliments, ceux-ci sont incroyablement élevés. Résultat : le « sida nucléaire » fait des ravages. Le lait ne devrait pas être consommé. Mais l'information sur ce qui est consommable et ce qui

ne l'est pas faisant défaut, la population pense qu'il n'y a pas de problème...

Selon Y. Bandazhevsky, il n'y a pas lieu de s'attendre à une amélioration. Au contraire, puisqu'une nourriture contaminée est de plus en plus consommée ! Seule lueur d'espoir : la cure de pectine.



Après ce sombre tableau, le plaidoyer de l'astrophysicien Hubert Reeves en faveur de l'abandon du nucléaire paraît plus actuel que jamais. Pour lui, le nucléaire est une industrie obsolète. Avec des réserves d'uranium en voie d'épuisement, ses jours sont de toute façon comptés. De plus, aucun pays où l'énergie est privatisée n'ose poursuivre dans cette voie. Seuls ceux où règne un monopole d'Etat (France, Japon, Chine) persistent dans l'option nucléaire. Sans avoir pour autant résolu le problème des déchets...

L'avenir, pour Hubert Reeves, appartient aux énergies renouvelables. Le soleil nous assure une énergie propre pour 5 milliards d'années. Les éoliennes sont promises à un brillant avenir. L'ONU prévoit que les énergies renouvelables assureront 50% de nos besoins en 2050 au plus tard.

Il est donc grand temps de leur donner les moyens de se développer et de prendre leur juste place dans une société enfin libérée du risque nucléaire.

Paul Bonny et Gino Nibbio

Appel de la CRII-RAD Aidons les enfants du Bélarus victimes de la catastrophe de Tchernobyl à éliminer le césium qui les empoisonne

Tchetchersk est une petite ville du Bélarus située à environ 150 km au nord-est de Tchernobyl. Depuis 1986, le sol regorge de césium radioactif, mais les habitants n'ont pas été évacués et **2500 enfants sont contraints d'y vivre**. Parce que leur alimentation est contaminée, les polluants radioactifs s'accablent jour après jour dans leur organisme. L'irradiation permanente de leurs cellules provoque d'innombrables lésions qui sont à l'origine de pathologies très graves liées notamment à l'atteinte des défenses immunitaires et des organes vitaux. Les travaux du Professeur Bandazhevsky montrent qu'au delà de 70 becquerels (Bq) de césium 137 par kg de poids, moins de 15% des enfants présentent des électrocardiogrammes normaux. Or, dans cette région, de nombreux enfants ont des taux de contamination qui atteignent plusieurs centaines de Bq/kg !

Venir en aide à ces enfants est une urgence : l'un des moyens disponibles est de les faire bénéficier de cures de Vitapect, un produit à base de pectine de pomme additionné de vitamines et d'oligo-éléments qui permet d'accélérer l'élimination du césium 137.

Or, le Bélarus est totalement incapable de faire face tout seul aux coûts générés par la catastrophe, c'est pourquoi la CRII-RAD s'est engagée à trouver l'argent nécessaire pour distribuer de la pectine aux 2500 enfants de Tchetchersk : le coût d'une cure et de deux mesures de contrôle du niveau de contamination est de **15 Euros** (soit env. 22,50 CHF).

ContrAtom soutient le projet de la CRII-RAD «2500 cures de pectine

pour les 2500 enfants de Tchetchersk» et propose de servir de relais, notamment pour les versements que vous voudrez bien faire en relation avec cette action (voir le mode d'emploi ci-dessous).

L'administration d'additifs à base de pectine n'est évidemment pas la solution miracle. Mieux vaudrait reloger les familles dans des zones non contaminées. Un tel projet nécessiterait une mobilisation sans précédent des Nations Unies. **Or, c'est l'indifférence, sinon l'hostilité qui est la règle !** Faute de pouvoir contraindre la communauté internationale à protéger efficacement les victimes de Tchernobyl en les soustrayant à leur environnement radioactif, il faut aider les enfants à se décontaminer. **Ce n'est pas un choix, mais une nécessité !**

Anne-Cécile Reimann

Oui, je souhaite moi aussi participer au projet «2500 cures pour les 2500 enfants de Tchetchersk» élaboré conjointement par l'Institut BELRAD et la CRII-RAD. Je verse sur le compte de ContrAtom la somme de 22,50 par enfant (une cure de pectine d'un mois) ou un don de la somme de mon choix.

**CCP : 12-13446-0, avec mention «PECTINE»
ContrAtom, CP 65, 1211 Genève 8**

La pectine de pomme s'est révélée particulièrement efficace dans le processus d'élimination du césium radioactif. En 1999, l'Institut Belrad a élaboré, avec l'aide de pharmaciens autrichiens et allemands, un additif alimentaire qui associe à la pectine, vitamines et oligo-éléments. Très finement broyé afin d'être assimilable, le produit est mélangé à de l'eau et se transforme en une boisson aux pommes facile à faire absorber aux enfants. Il est commercialisé sous l'appellation «Vitapect».

Vient de paraître «Contaminations radioactives : atlas France et Europe»

Un ouvrage de 200 pages en quadrichromie, publié par les éditions Yves Michel, dans le cadre de la collection Ecologie

En première partie : les preuves du mensonge. Un dossier de référence constitué par la CRII-RAD démontant point par point la façon dont les autorités françaises se sont efforcées – et s'efforcent encore – de sous-évaluer la réalité de la contamination par les retombées de Tchernobyl.

Certains affirment, aujourd'hui encore, que la contamination provoquée par Tchernobyl était négligeable, que les menteurs sont les journalistes – prêts à tout pour vendre leur papier – et les écologistes qui ne reculent devant rien pour attaquer l'industrie nucléaire.

La CRII-RAD a collecté toutes les cartes de référence publiées par les services officiels français entre 1986 et 2001. Elles montrent à quel point les chiffres publiés étaient aberrants, comment les autorités ont été acculées à les modifier sous la pression du laboratoire de la CRII-RAD. En deuxième partie, un atlas qui fournit des cartes détaillées de la contamination radioactive des sols basées sur plus de 3000 mesures de terrain réalisées par un bénévole, géologue et agronome de formation, André Paris, avec l'appui scientifique du laboratoire de la CRII-RAD.

L'atlas est particulièrement documenté pour le sud-est de la France mais il inclut également une partie de l'Europe, dont la Suisse. Il démontre que de nombreuses régions de France ont été plus affectées par les retombées de Tchernobyl que des pays plus proches de l'accident, comme par exemple la Hongrie.

L'atlas comporte une introduction scientifique rédigée par le responsable du laboratoire de la CRII-RAD qui détaille la méthodologie utilisée, l'intérêt et les limites du travail cartographique effectué.

CRII-RAD

*A commander à la CRII-RAD, 471 av. Victor Hugo, 26000 Valence, France. Tél : 00 33 4 75 41 82 50 Fax 00 33 4 75 81 26 48
Prix : 31,20 Euros (env. 47 CHF)*

Et c'est un best-seller !!!

La renommée CRII-RAD ne s'attendait pas à un pareil succès pour l'atlas décrit ci-dessus... Un très grand écho médiatique, une première édition épuisée en quelques mois...

Cartes et graphiques à l'appui, la CRII-RAD réaffirme que le degré de contamination du territoire français a été considérablement sous-évalué et que les mesures réglementaires qui auraient dû être prises à l'époque ne l'ont pas été (ce qui est particulièrement réjouissant de la part de « la fille aînée de la nucléocratie ». L'atlas a été communiqué au juge parisien qui instruit une plainte contre X déposée par 200 malades de la thyroïde...

Pour terminer sur une note plus humoristique, au lendemain du premier tour des élections présidentielles françaises, le Canard Enchaîné publiait côte à côte une carte des retombées de Tchernobyl et une carte des forts pourcentages de votes pour Le Pen. Et l'on pouvait constater que ces deux cartes se recoupaient assez bien, semblant indiquer que les cerveaux radioactifs votaient plutôt pour Le Pen !

Philippe Gobet

Les victimes des essais nucléaires réclament vérité et justice.



A l'initiative de Marie-Claude Beaudou, sénatrice, une conférence internationale sur l'impact sanitaire des essais nucléaires s'est déroulée à Paris, au Sénat, le 19 janvier dernier.

L'organisation de cette journée était assurée par le Centre de documentation et de recherche sur le prix et les conflits, les Vétérans des essais nucléaires, Moruroa e tatou, Solidarité Europe Pacifique et Stop Essais.

Pour la première fois en France étaient réunis les représentants des associations de vétérans français, polynésiens, américains, australiens, new-zélandais, anglais, des Iles Marshall et Fidji.

A l'exception de la France – qui continue depuis plus de 40 ans à nier sa responsabilité envers les victimes de ses essais – les gouvernements ont admis que « leurs bombes n'étaient pas propres ». Ils ont mis en place (ou sont en train de le faire) des programmes d'aide aux vétérans et aux populations touchées.

Ces essais ont totalisé, entre 1945 et 1998, 2055 explosions dont 520 aériennes. En voici le détail :

	Total	dont aériens
Etats-Unis	1 030	215
URSS	715	216
France	210	45
Grande-Bretagne	45	21
Chine	43	23
Inde	6	0
Pakistan	6	0

En France, plus de 76'000 personnes sont concernées par les conséquences sanitaires de ces essais : environ 24'000 suite à ceux du Sahara et 52'750 suite à ceux effectués en Polynésie.

Non seulement ces vétérans subissent, aujourd'hui encore, de graves problèmes de santé, mais ils s'interrogent sur les risques encourus pour leurs enfants.

Les témoignages entendus au cours de cette conférence démontrent que tant les vétérans que les populations locales ont été tenus dans l'ignorance des risques sanitaires qu'on leur imposait, et qui n'avaient fait l'objet d'aucun débat démocratique. Celui-ci étant confisqué sous prétexte de « secret défense », la seule information disponible émanant du tandem OMS-AIEA, à la solde du lobby nucléaire.

Plusieurs témoignages ont relevé que toutes ces expérimentations ont été réalisées à des milliers de kilomètres des métropoles, prouvant ainsi que les responsables en connaissaient le degré de dangerosité.

C'est donc en connaissance de cause que des hommes jeunes et sains, ont été exposés à des radiations et d'immenses territoires sont désormais contaminés à jamais. En outre, l'ensemble de la planète a vu sa radioactivité ambiante augmenter en flèche.

Bruno Barrillo, l'un des organisateurs (Observatoire des armes nucléaires françaises) espère que la prise en compte des conséquences sanitaires et environnementales se fasse dans la transparence, ce qui nécessite l'ouverture des archives militaires française. Et que ces recherches soient suivies de mesures concrètes répondant aux justes revendications des personnes qui ont inconsciemment participé à ces dangereuses activités.

Paul Bonny et Gino Nibbio

Nouveau décès d'un soldat français de la guerre du Golfe

Un septième soldat français ayant servi dans le Golfe est mort en mai dans le Vaucluse d'une maladie neurologique, a annoncé Avigolfe, association de « défense des victimes militaires et civiles de la guerre du Golfe », basée à Bordeaux.

Selon Avigolfe, qui milite pour la reconnaissance d'un syndrome de la guerre du Golfe parmi les vétérans de ce conflit, Serge Hubert, 40 ans, était malade depuis 1998. C'est le septième décès depuis la création de l'association, en juin 2000, a précisé à l'AFP son président Hervé Desplat. Serge Hubert avait participé à la guerre du Golfe dans le 6ème régiment étranger de génie (Légion étrangère). Ce régiment était « présent dans des zones massivement bombardées par l'aviation américaine équipée de munitions à l'uranium appauvri ainsi qu'au fort d'Al-Salman où il a participé activement à la destruction d'armes et de munitions irakiennes sans aucune protection ».

Dans son communiqué, Avigolfe se félicite « d'avoir obtenu du précédent gouvernement la mise en place d'une enquête exhaustive », confiée à l'INSERM, « permettant de faire le bilan de l'état de santé » des quelque 25.000 militaires et civils français ayant servi dans le Golfe. Mais l'association regrette que son rapport « apportant des preuves irréfutables sur les risques d'exposition des personnels français dans le Golfe à des substances toxiques n'ait reçu aucun écho » officiel et demande au nouveau gouvernement « de se pencher sur ce dossier d'urgence ».

(source AFP 17 mai)

Philippe Gobet

Du Wellenberg à Bure :

Mobilisation contre l'enfouissement des déchets radioactifs

Dans la terrifiante aventure nucléaire, s'il est un problème épineux entre tous, c'est bien celui posé par la gestion des déchets radioactifs qui s'accumulent un peu partout dans le monde. Ces déchets monstrueux, dont personne ne veut, dont on ne sait que faire et que nous nous apprêtons à fourguer allégrement aux suivants ! Quel héritage !



Après avoir balancé impunément pendant des années leurs déchets mortels au fond des océans, voilà que les nucléocrates de tous bords viennent de franchir un nouveau pas dans l'irresponsabilité face aux générations futures en proposant une parade ô combien monstrueuse à l'insoluble problème : ils privilégient dorénavant le stockage souterrain ! Ils obéissent ainsi à un réflexe archaïque : on creuse et on cache dans les entrailles de la terre ce qu'on ne peut assumer. Quelle moralité et quel mépris à l'égard de notre environnement et surtout quelle irresponsabilité envers ceux qui nous suivront sur cette terre !

Qu'ont-ils donc dans la tête, dans le cœur et dans les tripes, ces nucléocrates et tous ceux qui les cautionnent pour oser envisager une pareille solution ?

N'ayons pas peur des mots, il s'agit bien là d'un acte criminel : oser songer à enfouir au sein de notre terre, faite pour donner la vie, des déchets radioactifs porteurs de mort, relève bien d'une pensée criminelle, irresponsable et dénuée de toute moralité. Il est clair que tôt ou tard des fuites se produiront ! Aucun conteneur, l'expérience l'a démontré il n'y a pas si longtemps avec l'affaire des wagons de transports contaminés, n'est d'une sûreté absolue ! Tôt ou tard, le poison radioactif se répandra dans la

terre, atteignant les nappes phréatiques. Des régions entières seront contaminées par la radioactivité, charmantes perspectives quand on connaît les retombées terrifiantes de la catastrophe de Tchernobyl !

Voilà donc ce qui se trame en coulisse, tant au Wellenberg dans le canton de Nidwald qu'à Bure dans l'est de la France.

Chez nous

Au Wellenberg, le projet d'un dépôt pour déchets radioactifs entre dans une étape dramatiquement décisive. La demande de concession pour la construction d'une galerie de sondage a été mise à l'enquête en avril 2001. Les deux recours contre la requête du GNN (Société coopérative pour la gestion des déchets nucléaires au Wellenberg) ont été balayés par le tribunal administratif du canton. Dans ces conditions, les citoyens nidwaldiens devraient être appelés à se prononcer à l'automne 2002, probablement en septembre déjà. En cas d'acceptation du projet par le peuple, la construction de la galerie de sondage commencerait dans trois ou quatre ans.

Cela fait déjà un bout de temps que le Wellenberg est l'objet de sollicitations de la part des autorités fédérales, en particulier de Moritz Leuenberger qui tient à ce site « parce que d'après les connaissances actuelles, les exigences en matière d'entreposage et de stockage géologique durable serait remplies » !! Que penser de ces déclarations, quand on sait que le Wellenberg constitue le principal fournisseur d'eau potable pour des millions de gens. L'eau du Wellenberg s'écoule en effet jusqu'au Rhin qui alimente en eau potable non seulement la Suisse, mais également l'Allemagne et les Pays-Bas.

Qu'advierait-il si les sources d'eau qui prennent naissance au Wellenberg devaient être contaminées par la radioactivité ?

Ce projet d'enfouissement dans un tel lieu est une aberration et nous devons tout mettre en œuvre pour nous y opposer !

Une pétition

La pétition que vous trouverez insérée dans ce journal nous est parvenue en allemand. Nous l'avons traduite avec les moyens du bord (merci Laure !). Elle s'adresse aux citoyens de Nidwald, les enjoignant de tout faire pour sauver ce patrimoine inestimable que représente le Wellenberg et ses sources.

En signant et en faisant circuler cette pétition autour de vous, vous faites, vous aussi, quelque chose pour empêcher l'irréparable au Wellenberg !



A Bure, dans la Meuse, le mal est déjà plus avancé : le trou est là et les travaux progressent vers les 550 mètres de profondeur envisagés. Malgré l'avance des travaux, les opposants ne perdent pas courage, d'autant plus que des failles dans le sous-sol avoisinant ont été mises à jour et que des inondations importantes se produisent sur le chantier même, ce qui apporte de l'eau à leur moulin ! **Pour la troisième année consécutive, un camp de résistance est organisé. Cette année, il se tiendra du 13 au 20 juillet devant l'entrée du chantier avec une action forte le samedi 20 juillet.**

Parce que Bure est un gigantesque premier chantier nucléaire d'enfouissement à contrer absolument et parce que d'autres projets similaires risquent de voir le jour en France, en Suisse ou ailleurs, nous devons absolument soutenir ce mouvement de résistance !

Anne-Cécile Reimann

Toutes les infos sur www.burestop.org et www.multimania.com/bienprofond

Nouvelles réjouissantes en provenance d'ex-URSS...

Jour après jour, pendant que de l'autre côté du Pacifique le président américain accumule les mises en garde contre « l'axe du mal » et menace de relancer le nucléaire civil et militaire, les ex-soviétiques nous réjouissent également le cœur avec des nouvelles enthousiasmantes et reconfortantes. En voici quelques unes.

Trois paysans se réchauffent au strontium-90¹

Début décembre 2002, trois paysans de Géorgie trouvent deux cylindres dans une forêt, à 25km de toute habitation. Constatant que les nuits sont fraîches et que ces cylindres émettent une agréable chaleur, ils ont l'excellente idée de les transporter jusque chez eux afin de réchauffer leurs logis. On ne sait pas s'ils ont agréablement dormi, mais ce qui est sûr c'est que ces cylindres contenaient du strontium-90 et émettaient une radioactivité de 40'000 curies, soit vingt fois plus que la radioactivité utilisée pour traiter un cancer... Les trois paysans souffrent de nombreuses brûlures et ont des signes d'une irradiation globale, et ça, il faut avouer que ça passe l'envie de rigoler.

Apparemment il devait s'agir de piles nucléaires abandonnées après la chute de l'Union soviétique et nos paysans ont été hospitalisés. Plus de 700 personnes ont été examinées par les médecins à la suite

de cet incident (ben dis donc, 700 personnes chez trois paysans ? C'était la teuf !?!) Cette nouvelle est particulièrement réjouissante puisque, comme vous le savez déjà en tant que fidèle lecteur-trice de «ContrAtom», la Russie souhaite importer les déchets nucléaires occidentaux, afin de nous faire bénéficier de son immense expérience dans le traitement des déchets. Bientôt, grâce aux déchets suisses, tous les paysans ex-soviétiques auront bien chaud dans leur isba...

Des experts russes estiment dangereux et pas rentable l'importation de déchets nucléaires occidentaux²

Concernant ces projets d'importation de déchets, Viktor Danilov-Danilian, scientifique et co-président de l'Union écologiste russe a prévenu que de gros problèmes écologiques et financiers se poseraient. En résumé il signale que déjà actuellement, plus de la moitié des déchets russes ne sont pas retraités, donc que l'arrivée de déchets occidentaux provoquerait tout simplement l'enterrement des déchets russes, et qu'avec deux fois plus de déchets à stocker, les soi-disant 20 milliards de dollars de bénéfice seraient largement réduits par les énormes dépenses de stockage, de surveillance et d'assurances.

Un responsable de Greenpeace Russie, Vladimir Tchouprov, a également signalé que l'importation de déchets augmentait

le nombre de cibles potentielles pour des terroristes (lors du transport et lors du stockage). Quant à son collègue Ivan Blokov, il estime qu'il y a de grands doutes en ce qui concerne la sécurité des stockages : «Les sites de stockage sont souvent gardés par les jeunes appelés qui ne réalisent même pas le danger que représentent ces déchets.»

Effectivement, s'ils sont aussi bien informés que les paysans géorgiens...

Rappelons que l'importation de déchets nucléaires a été autorisée par le parlement russe en juin 2001.

Le 10 février, 500 manifestants ont barré une voie ferrée conduisant à un centre de stockage de déchets nucléaires importés de l'étranger. «La Sibérie est pour les hommes pas pour les déchets» proclamaient les banderoles.

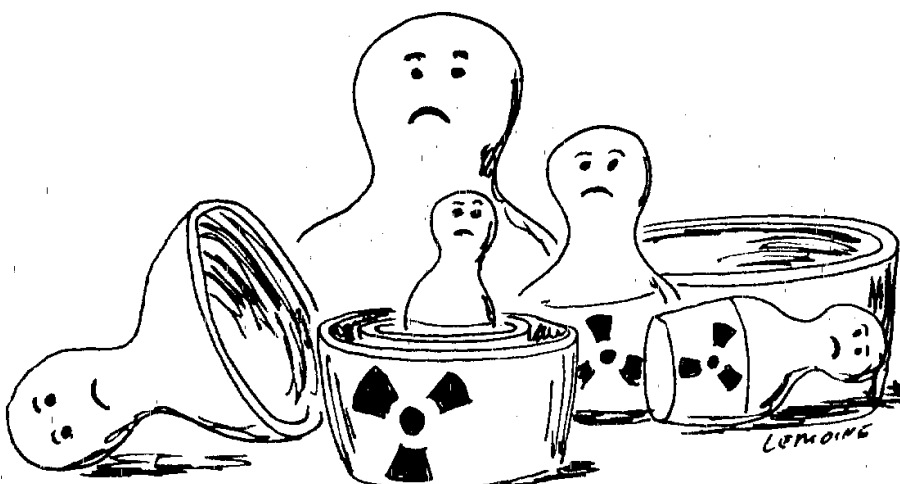
Greenpeace Russie affirme avoir récolté 49'454 signatures en faveur d'un référendum contre ces stockages en Sibérie.³

Vers une deuxième catastrophe à Tchernobyl ?⁴

La centrale accidentée continue à émettre des fuites radioactives qui contaminent l'Ukraine. Ces fuites proviennent du fameux «sarcophage» construit à la hâte après l'accident de 1986. Une grande partie des 190 tonnes de combustible du réacteur se trouve toujours à l'intérieur. La surface de la «lave» était retombée à la température ambiante. Or le chef de la Commission nationale ukrainienne pour la sécurité radioactive a affirmé que le combustible recommençait à chauffer. Il semble que, irradié de nouveau, il s'évaporerait et qu'une poussière radioactive s'échapperait du sarcophage. Selon l'académicien, des fissures et des trous traversent le sarcophage sur une longueur de plus d'un kilomètre...

Les fuites viendraient également des 800 sites d'entreposage de matériaux radioactifs situés à proximité de la centrale. Construits en 1986, ces sites n'ont été efficaces que de 5 à 6 ans. Certains fleuves et rivières ukrainiens seraient déjà contaminés. Les autorités ukrainiennes, quant à elles, démentent ces informations, nous pouvons donc dormir tranquilles !

Quant au titre ci-dessus «Vers une deuxième catastrophe à Tchernobyl»,



vous aurez remarqué qu'il n'était destiné qu'à attirer votre attention puisqu'il est totalement trompeur : la première catastrophe de Tchernobyl dure depuis 16 ans, et pour ce qui est de ses conséquences sanitaires, elle ne fait que commencer...

Absence de système de sécurité dans les sites nucléaires ⁵

Greenpeace Russie et le parti libéral Iabloko ont dénoncé «l'absence de système de sécurité» dans les sites nucléaires en Russie et ont raconté comment leurs représentants ont réussi à pénétrer sur un de ces sites en Sibérie :

«En traversant la rivière Ienisseï (région de Krasnoïarsk, Sibérie) nous nous sommes retrouvés devant l'usine minière et chimique de Jeleznogorsk où sont stockées plus de 3.000 tonnes de combustible nucléaire usagé», a raconté lors d'une conférence de presse le député de Iabloko Sergueï Mitrokhine. «Personne n'était là pour nous demander nos papiers» et l'enceinte de l'usine contenait «des trous de la taille d'un homme», a assuré le député qui était accompagné lors de son voyage par deux écologistes de Greenpeace et une équipe de la télévision russe NTV. «Nous sommes allés directement vers les dépôts où sont stockés des déchets nucléaires ukrainiens et bulgares. Une voiture avec des gardiens est passée à côté de nous, mais comme les habitants des localités voisines passent constamment par ici (pour raccourcir leur chemin) personne n'a fait attention à nous», a assuré M. Mitrokhine. «Le fil barbelé censé protéger les dépôts était rompu (...) et rien de nous a empêché de monter sur le toit d'un dépôt en construction» situé tout près d'un autre site où sont stockés des déchets radioactifs, a-t-il affirmé. Il n'y a non plus aucun obstacle pour pénétrer dans ce dépôt qui contient des déchets d'une radioactivité de plus d'un milliard de curies, a ajouté le député. Les fuites radioactives pendant la catastrophe de Tchernobyl avaient atteint 50 millions de curies, selon Greenpeace. «J'ai peur d'imaginer ce qui pourrait arriver si un groupe de terroristes était à notre place», a relevé M. Mitrokhine. Les systèmes de sécurité des sites nucléaires russes «manquent systématiquement de financement», a souligné le parlementaire qui compte envoyer au président russe Vladimir Poutine un compte-rendu de son voyage, ainsi que des images filmées à Jeleznogorsk. Le député a refusé de dévoiler les noms de ses coéquipiers de Greenpeace, en raison de «plusieurs procès pour espionnage» en Russie, notamment celui du journaliste militaire Grigori Pasko qui a enquêté sur le déversement en mer du Japon de déchets radioactifs



par la marine russe (voir ContrAtom No 62). L'absence d'un système de sécurité dans le dépôt de déchets nucléaires de Jeleznogorsk risque d'entraîner «une catastrophe semblable à celle de Tchernobyl», dans le cas d'une éventuelle attaque terroriste, a affirmé un responsable de Greenpeace, Vladimir Tchouprov, lors de la même conférence de presse. Les 20.000 tonnes de déchets nucléaires étrangers que le ministère russe de l'Énergie atomique envisage d'importer en Russie doivent être stockées à Jeleznogorsk, a indiqué M. Mitrokhine.

Last but not least : vous prendrez bien une centrale nucléaire flottante ? ⁶

Le ministère russe de l'Énergie atomique envisage des centrales nucléaires flottantes, contre l'avis d'experts russes. Ces centrales flottantes devraient être installées dès 2003 ou 2004 sur la mer Blanche dans la région d'Arkhangelsk et sur les rives de la Tchoukotka (nord-est de la Sibérie) selon le directeur du programme de sécurité nucléaire à la Croix-Verte (l'organisation écologiste de l'ancien président Mikhaïl Gorbatchev). Les réacteurs seraient installés sur de grandes barges ancrées près de la côte et alimenteraient en énergie des chantiers militaires. Peut-être est-ce en admirant les sous-marins nucléaires en décrépitude dans différentes baies de Russie que les gens du ministère de l'Énergie atomique ont eu cette excellente idée...

«L'arme nucléaire est un moyen économique de faire la guerre» ⁷

C'est l'ancien ministre russe de l'Énergie atomique, Evgueni Adamov, qui le déclare, prévoyant une reprise des essais d'armes nucléaires, dans un entretien au quotidien russe Izvestia. Ce qui nous fait particulièrement plaisir c'est qu'il rejoint ainsi notre ami américain Georges W. Bush... «Je pense que le rôle de l'arme nucléaire va changer bientôt : on va cesser de la prendre comme facteur de dissuasion, elle peut s'avérer le moyen le plus économique de régler un conflit, afin de

préserver ses forces vives et ses atouts matériels», déclare M. Adamov, qui a quitté son poste en mars 2001.

Les Etats-Unis n'excluent pas son utilisation contre des pays qu'elle soupçonne de chercher à se doter d'armes de destruction massive, comme l'Iran ou la Corée du Nord, selon un rapport récent du Pentagone dont des extraits ont été rapportés par la presse. La Russie demeure également une cible potentielle des Etats-Unis, selon ce rapport. La doctrine nucléaire de la Russie n'exclut pas de son côté l'utilisation de l'arme nucléaire contre des pays qui n'en sont pas dotés. M. Adamov prévoit aussi une reprise des essais nucléaires, une éventualité envisagée par le rapport du Pentagone. «Soit les pays du monde négocient et formulent des moyens pour ne jamais avoir recours à l'arme nucléaire, soit ceux qui en possèdent auront besoin de réaliser des essais», juge M. Adamov. Les Etats-Unis ont maintenu un moratoire sur les essais nucléaires depuis 1992, comme la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Chine, mais des experts ont jugé que des essais seraient nécessaires pour vérifier la bonne tenue des arsenaux ou pour mettre au point de nouvelles armes. Il n'est pas facile de déterminer «qui a le plus grand intérêt à violer le moratoire : les Etats-Unis, ou la Russie, qui a grand besoin de moderniser son potentiel nucléaire», déclare M. Adamov.

En conclusion...

Il n'y a pas à dire, depuis la chute du communisme et le triomphe du capitalisme, main dans la main avec les USA, l'ex-URSS a fait en matière de sécurité nucléaire un grand pas en avant... dans le vide !

Philippe Gobet

- 1 : AFP 4 février 2002
- 2 : AFP 17 mars 2002
- 3 : AFP 10 février 2002
- 4 : AFP 19 avril 2002
- 5 : AFP 15 février 2002
- 6 : AFP 14 mars 2002
- 7 : AFP, 25 mars 2002

«Nous payerons vos trafics de nos vies»

Berne. Ce matin, Monsieur Gosman Kabirov, malade à cause de la radioactivité, a lancé un appel désespéré au Conseil national suisse: «N'autorisez pas de trafics radioactifs entre la Suisse et la Russie nous, les habitants de la Russie, les payerons de notre santé et de nos vies». Greenpeace a invité M. Kabirov à séjourner en Suisse. Il a amené des images effrayantes de Russie sur la vie avec les déchets radioactifs. Lors de cette session, le Conseil national débattrà de la nouvelle Loi sur l'Energie nucléaire (LEnu).

La LENU sera décisive pour l'avenir des déchets radioactifs suisses. Seront-ils directement éliminés en Suisse ou, comme le veulent les nucléocrates, pourront-ils être exportés à fin de retraitement et de stockage ?

Une bonne solution ne semble pas se dessiner la commission du Conseil national (CEATE) veut autoriser le retraitement, contesté, du plutonium, bien que le Conseil fédéral ait proposé de l'interdire. De

son côté, le Conseil des Etats n'a autorisé l'exportation que si des «normes internationales» sont respectées à l'étranger.

Le terme de «normes internationales» ouvre la voie à des trafics malpropres. C'est ce que montre l'exemple de la fabrique russe de combustible Elektrostal où la centrale nucléaire (CN) de Gösigen fait confectionner des éléments de combustible. L'installation correspond officiellement aux «normes internationales» exigées. La sûreté y est toutefois misérable: en décembre 2001, une bande de trafiquants a ainsi été démasquée qui avait volé de l'uranium de qualité militaire chez Elektrostal pour le vendre au plus offrant.

M. Kabirov est né et a grandi dans la région de Mayak, la seule usine russe de retraitement de plutonium (UP); il s'oppose à l'importation de combustible nucléaire irradié (CNI) et de déchets radioactifs en Russie. Greenpeace l'a invité en Suisse: «Nous ne voulons pas de vos déchets radioactifs nous souffrons déjà assez des conséquences de nos propres déchets radioactifs qui contaminent les environs de Mayak». M. Kabirov est malade à cause des activités des nucléocrates russes.

Des millions de russes partagent l'avis de M. Kabirov, plus de 2 millions d'entre eux avaient signé une demande de référendum. Mais les nucléocrates suisses tiennent absolument à pouvoir exporter, particulièrement en Russie; surtout parce qu'en Occident le retraitement du plutonium et le stockage des déchets radioactifs sont fortement controversés. En Russie, ils sont par contre bon marché et la population n'y a pas de droits démocratiques en la matière.

C'est maintenant aux politiciens de décider: ces irresponsables trafics doivent-ils être autorisés? Ou le Parlement suisse doit-il prendre sa responsabilité au sérieux et mettre un terme définitif aux manigances des magouilleurs radioactifs? Les demi-mesures ne suffisent pas.

Le principe du pollueur payeur et le respect de la vie des personnes qui vivent autour des installations atomiques étrangères exigent du Conseil national qu'il interdise le retraitement et l'exportation du combustible nucléaire irradié à l'étranger.

Communiqué de presse de Greenpeace Suisse du 3 juin 2002

La Belgique arrête le nucléaire !

Les frites vont-elles perdre leur belle couleur dorée d'ici 2025 ?

La Belgique rejoindra-t-elle le club des pays européens ayant décidé de renoncer au nucléaire d'ici 2025 ? Ce club comprend déjà l'Autriche qui a banni l'énergie nucléaire de son territoire, l'Allemagne qui veut en sortir en 2024, la Suède où lors d'un référendum la population s'est prononcée en faveur de l'arrêt de la production d'énergie nucléaire en 2010 et moins engagée, mais où la question se pose à nouveau, la Suisse où le peuple donnera son avis en septembre 2003.

La Belgique occupe le troisième rang mondial pour la part d'électricité produite par le nucléaire, après la Lituanie et la France. La production d'énergie électrique d'origine nucléaire s'élève à 57,8 % (chiffre de 1999) à l'aide de 7 réacteurs nucléaires dont 4 à Doel et 3 à Tihange exploité par Electrabel/SPE.

En juillet 1999, un accord gouvernemental a porté au pouvoir la coalition arc-en-ciel (libéral –socialiste – écologiste). Cet accord prévoyait la désactivation des centrales nucléaires dès qu'elles auront atteint l'âge de 40 ans. Malgré l'opposition du secteur industriel et d'une partie de la majorité gouvernementale, en date du 1^{er} mars 2002, le gouvernement fédéral a confirmé l'accord intervenu dans l'arc-en-ciel. Les centrales nucléaires devraient être fermées entre 2015 et 2025 à l'âge de 40 ans, sauf cas de force majeure !!! Cette mesure doit encore être approuvée par le parlement belge.

Le Premier ministre belge, M. Verhofstadt a toutefois affirmé : «Nous procéderons bien à la fermeture des centrales entre 2015 et 2025» à l'issue d'un conseil des ministres et en présence du secrétaire d'Etat à l'Energie, l'écologiste Olivier Deleuze, ex-directeur de Greenpeace Belgique. La fermeture progressive des centrales nucléaires devrait laisser une marge de temps suffisante pour mettre au point des sources d'énergie renouvelables et propres à grande échelle. La Belgique devant également respecter les objectifs du Protocole de Kyoto (1997), elle ne pourra pas revenir à des sources d'énergie d'origine fossile et devra par conséquent prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire la demande en énergie durant la période transitoire jusqu'à la fermeture des centrales. Les Belges devront commencer à ouvrir les yeux la nuit sur leurs autoroutes. Aie aie aie !!!

Philippe Progin, Sources : Le Soir, 1.3.02 et réseau antinucléaire belge

Chouette, une lettre de lecteur !

Ça faisait une paie que cela ne nous était plus arrivé ! Et si c'était l'occasion d'inaugurer une nouvelle rubrique : «Lettres de lecteurs».

Chiche, on se lance, on publie la lettre d'Yves Leuzinger, bien qu'elle ne soit pas vraiment flatteuse pour notre ego. Vous jugerez vous-même.

Bonjour,

Je me force à lire ContrAtom depuis des années afin d'être au courant de vos actions et je profite donc de votre ténacité. Si je me force, c'est en raison du ton utilisé qui ne varie pas et ressemble à du soixante-huitard attardé. Jamais de nuance, toujours un ton de combat qui ne me convient pas vraiment.

Pour moi c'est plutôt un débat de société, un pari sur l'avenir et une collaboration avec tous ceux qui tentent de trouver une solution.

Je vous propose mes services pour écrire des articles de journaux dans le Jura bernois afin de sortir vraiment du nucléaire. C'est important de montrer nos positions dans chaque région et en utilisant la fibre locale en relation avec des thèmes au goût du jour. Par contre, je ne peux pas souvent prendre le temps de venir à Genève ou Lausanne.

Bonne journée et merci pour le travail.

Yves Leuzinger

Les Reusilles, 29 avril 2002

PS : Lorsque vous nous invitez à participer à une grande réunion, vous donnez la rue ou la place, mais pas la ville. Or l'avenue Sainte-Clotilde pour moi dans le Jura sud, c'est aussi bien à Lausanne qu'à Genève ou tout autre endroit proche de Ouagadougou !

Nous autres, de l'équipe de ContrAtom, nous persistons et signons : oui, nous sommes bien une équipe de lutte et de combat, mais dans un esprit positif et constructif.

Lorsque le comité de ContrAtom s'est créé en 1986, c'était pour contrer une foire du nucléaire qui devait se tenir tous les quatre ans à Genève. Nous avons lutté avec opiniâtreté pour qu'elle n'ait pas lieu. Nous avons gagné : jamais plus une foire du nucléaire ne pourra se tenir à Genève. Ensuite, il y a eu la lutte contre Superphénix, une lutte acharnée qui a duré dix ans ; parallèlement, nous luttons pour imposer l'article antinucléaire 160C dans la Constitution genevoise, puis luttons encore pour qu'il soit appliqué, notamment en s'opposant à la politique pronucléaire des Services Industriels de Genève de l'époque. Aujourd'hui, nous luttons encore et toujours pour que l'OMS se délie des liens qu'elle entretient avec l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, pour que Yuri Bandazhevsky soit libéré, pour que la LME (Loi sur la libéralisation des marchés de l'électricité) soit mise en échec, pour que nos initiatives antinucléaires soient acceptées, pour que la loi pronucléaire du conseil Fédéral soit balayée. Eh oui, c'est bien de luttés dont il s'agit et cela n'est pas étonnant que le discours suive, sur un ton de lutte et de combat, reflet fidèle de notre engagement sur le terrain.

« Ce ton toujours le même » dites-vous. Là, je vous trouve un peu vache : nous sommes cinq ou six à écrire dans ce journal, cinq ou six au caractère diamétralement différent, ce qui doit tout de même laisser transparaître un minimum de variété dans le style ! Au comité de ContrAtom, nous sommes une poignée. Nous avons tous un boulot à plein temps et nous devons marnier pour que ContrAtom



Photo JJK

survive. Nous ne sommes pas des spécialistes, juste des citoyens soucieux de laisser une terre habitable à ceux qui vont nous suivre.

Pour ce qui est des rendez-vous qui ne précisent pas les villes où ont lieu les actions, nous déplorons cette maladie. C'est vrai qu'à l'origine ContrAtom était un groupe local, touchant essentiellement la région genevoise et n'ayant pas, au départ, de vocation nationale, mais si nous sommes lus en dehors de la République, nous sommes bien évidemment enchantés et prendrons garde dorénavant à être plus précis.

Enfin, pour en venir à votre proposition «d'écrire des articles de journaux dans le Jura bernois afin de sortir vraiment du nucléaire » elle nous ravit et nous ne pouvons que vous féliciter de cette initiative salutaire.

Eh bien voilà, j'ai dit ce que j'avais à vous dire. J'espère que ces quelques lignes vous feront un peu sentir « l'esprit ContrAtom » et permettront peut-être de mieux nous comprendre.

Anne-Cécile Reimann, post soixante-huitarde, sans doute (les dates concordent), mais attardée, je n'espère pas !

Genève, 27 mai 2002

Bulletin de santé du Club des Cent sans Nucléaire

A l'heure qu'il est, le club "qui monte" ne compte pas moins de 46 adhérents et nous espérons bien voir augmenter notre contingent au cours des semaines qui viennent !



Bugey, Photo JJK

Si vous n'avez pas encore renvoyé votre bulletin d'adhésion, une nouvelle chance vous est offerte : remplissez le coupon ci-dessous, découpez-le et retournez-le, vite fait bien fait, à CONTRATOM.

Le Club des Cent, noyau actif du mouvement antinucléaire romand, regroupe, rappelons-le, des militants sur lesquels nous devons pouvoir compter lors des actions ponctuelles qui vont s'organiser tout au long de la campagne en faveur de nos initiatives "Sortir du Nucléaire" et "Moratoire Plus".

Les actions prévues vous seront annoncées par lettre (ou par téléphone en cas d'urgence) raison pour laquelle vos coordonnées nous seront fort utiles.

Merci à vous de faire connaître l'existence de ce club hors du commun dans votre entourage : plus nous serons nombreux, mieux la mayonnaise antinucléaire prendra!

A bientôt sur le terrain et que vive notre Club des Cent !

Anne-Cécile



JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8

Bulletin d'adhésion au
"Club des Cent sans nucléaire"

Oui, je désire adhérer au "Club des Cent sans nucléaire" et je participerai dans la mesure de mes possibilités aux actions ponctuelles qui jalonnent la campagne "Sortir du Nucléaire" jusqu'aux votations.

Nom

Prénom

Adresse.....

NPA et Ville.....

Tél.

E-mail.....

Signature

Affranchir
s.v.p.

ContrAtom
CP 65
1211 Genève 8

D'autre part, si vous désirez participer à nos réunions, cochez la case et nous vous enverrons les convocations.

OUI, je souhaite recevoir les convocations